

"La Manche plus étroite" dans Corriere della Sera (29 octobre 1971)

Légende: Le 29 octobre 1971, le quotidien italien Corriere della Sera se félicite de la décision de la Chambre des Communes d'approuver le principe de l'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 29.10.1971, n° 255; anno 96. Milano: Corriere della Sera. "La manica più stretta", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_manche_plus_etroite_dans_corriere_della_sera_29_octobre_1971-fr-5321277b-7ec8-4daf-9cd4-d14d486b1b92.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La Manche plus étroite

Le vote des membres de la Chambre des communes a dépassé toutes les attentes. Cent douze suffrages favorables à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Voilà la plus belle récompense à Edward Heath et aux conservateurs pour leur ténacité et soutien à l'adhésion et ce, malgré toutes les difficultés et les réticences qui avaient fait place, à un certain moment, au pessimisme et à la méfiance des deux côtés de la Manche.

Aucun ultimatum n'a été nécessaire ni aucune intimidation pour atteindre l'objectif. L'aile dissidente et pro-européenne du parti travailliste, l'aile qui n'avait pas voulu partager la retentissante volte-face de Harold Wilson et démentir les traditionnelles professions de foi du parti, s'est soustraite au joug du «fouet» parlementaire et n'a pas obéi à la discipline de groupe. Elle s'est ralliée au «oui» des conservateurs pour l'Union européenne, confirmé par le résultat surprenant du vote à la Chambre des Lords et à la Chambre des communes. Cet événement marque un nouveau tournant dans l'histoire britannique et européenne.

Edward Heath avait misé gros. En octroyant la liberté de vote à son groupe parlementaire, qui abrite en son sein un courant tenace et irréductiblement anti-européen en hommage aux préjudiciels impériaux d'un monde disparu, il avait presque éliminé au départ la déjà faible marge majoritaire sur laquelle se fondait son gouvernement si décrié. D'autant que les risques dans le camp des conservateurs étaient bien équilibrés par les avantages du camp adverse. Les désertions conservatrices, par la suite moins nombreuses et moins justifiées, auraient été compensées par les adhésions des travaillistes rebelles, avec le groupe de Roy Jenkins. En outre, face à une opinion publique perplexe et perturbée, qui représente la majorité de l'opinion publique anglaise sur le thème de l'Europe (il suffit de lire les lettres adressées par les lecteurs au journal *The Times*), le gouvernement conservateur avait fait disparaître la menace d'une amputation quelconque ou de toute contrainte procédurière ou réglementaire liée à l'adhésion.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, après tant d'années de «dédales» parlementaires et tous les retards imposés par la volonté hautaine et orgueilleuse du général de Gaulle, après les incompréhensions et les hésitations des gouvernements qui ont suivi Winston Churchill à la tête de la Grande-Bretagne, était un événement trop décisif, trop – n'ayons pas peur de le qualifier par un mot largement utilisé – «historique», pour que la volonté du Parlement, source suprême de souveraineté et de légitimité de la Grande-Bretagne, ne s'exprime pas en toute liberté, sans contrainte ni gêne d'aucune sorte.

Voilà, grâce au vote de cette nuit, l'objectif atteint par le gouvernement d'Edward Heath: un résultat qui conforte tous les efforts menés par les pro-européens, au cours d'une période peu réjouissante et mélancolique pour l'Europe, objet d'une histoire qui la dépasse trop souvent. L'heureux dénouement de ce 28 octobre a été précédé par un vaste et généreux débat, le plus long dans toute l'histoire parlementaire de l'après-guerre britannique: l'ensemble de la classe politique anglaise s'était penchée sur la question, les adhésions enthousiastes et inconditionnelles, les «oui» perplexes et hésitants, les réflexions sur de probables occasions, les préoccupations évoquées par les secteurs économiques inévitablement détériorés suite à l'adhésion, les oppositions furibondes et irréductibles liées à l'extrême droite – ultime bastion de l'isolationnisme impérial – et, pour une large part également à la gauche, pas l'extrême gauche – miroir des privilèges corporatistes d'une classe ouvrière toujours peu touchée par les propos venus du continent.

Sur le fond, se dessine le drame du parti travailliste: le contraste important et déterminant entre la conception «politique» du *Labour Party* et la conception syndicaliste. La première disposée à tolérer la «désobéissance» à la Roy Jenkins, mais avec des sanctions formelles et nominales, la seconde décidée à se battre en usant des armes de la répression et de la rétorsion – jusqu'à la menace de non réélection dans les collèges provinciaux – pour les parlementaires travaillistes soustraits à la discipline du parti et sauveurs, avec une idée européenne, du même gouvernement Heath. Harold Wilson, dans la position du «médiateur» moins charismatique qu'autrefois, suivant la ligne de conduite appelée de l'acrobate: ferme dans son «non» à l'Europe, face aux conditions obtenues par Edward Heath, mais décidé à éviter la suprématie totale de l'aile syndicaliste, qui serait ensuite résolue à éliminer le «leadership» contrasté et toujours écarté. On y trouve également des suffrages opposés à l'Europe unie, de la part du Congrès syndicaliste et même, dans une moindre mesure, du Congrès du parti: des votes qui auraient anéanti n'importe quel Parlement continental –

mais la Grande-Bretagne n'est pas la Grande-Bretagne pour rien –, là où la machine partisane aurait dissous toute objection de conscience et englouti toute fidélité et cohérence idéologique.

Voilà, dans l'ensemble, une journée à marquer d'une pierre blanche pour l'Europe, un espoir ravivé notamment pour les jeunes générations. Nous n'en voyons toutefois pas encore la fin. Harold Wilson, conciliant avec l'opposition parlementaire, sera intraitable dans la lutte contre les procédures d'application des traités de Rome. Il surveillera Edward Heath pas à pas, saisira toutes les occasions qui se présenteront à lui pour détruire le fragile gouvernement conservateur et pour soumettre à nouveau à son parti l'alternative anti-européenne, «à partir de ses fondements» s'il le faut. Il est indispensable que tous les «partenaires» continentaux tiennent compte de la situation très particulière de la Grande-Bretagne, qu'ils évitent toute fausse manœuvre qui puisse alimenter les réticences ou envenimer les intransigeances encore loin d'être maîtrisées (la majeure partie du pays est encore opposée à l'Europe, malgré les améliorations enregistrées par les récents sondages). C'est pourquoi nous rappelons à tous les membres du Marché commun de suivre une ligne de conduite stricte et responsable, notamment dans le secteur économique. La Grande-Bretagne est le pays qui a insufflé au continent l'idée d'«austérité». Y aura-t-il quelqu'un capable de se réclamer de ce modèle face aux propositions «péronistes» qui vont bon train en Italie? Voilà justement l'occasion pour nous aussi de nous réjouir que la Manche devienne «plus étroite».